



Comité de suivi des fonds européens
Consultation écrite du 19 avril au 6 mai 2024
Compte-rendu

**Programme régional FEDER/FSE
Bourgogne-Franche-Comté et Massif du Jura 2021-2027**

La présente consultation écrite vise :

- **Modification du programme : Intégration d'une option de coût simplifié (OCS) et modification de la fiche action associée**

Proposition de mise en place d'une option de coûts simplifiés (OCS) au titre de la Priorité III « Promouvoir un territoire régional vert, durable et préservant la biodiversité » - Objectif spécifique (OS) 2.1. « Favoriser les mesures en matière d'efficacité énergétique et réduire les émissions de gaz à effet de serre (FEDER) ».

Cette OCS porte sur les opérations de rénovation énergétique des logements sociaux collectifs portées par les bailleurs sociaux et les organismes HLM. La fiche action associée « Rénovation énergétique du logement social collectif » sera modifiée en conséquence.

- **Modification des modalités de mise en œuvre du programme : fermeture de dispositifs de soutien**

Priorité I « Développer une économie régionale innovante et compétitive » - Objectif spécifique 1.1 – « Développer et améliorer les capacités de recherche et d'innovation ainsi que l'utilisation des technologies de pointe (FEDER) » :

=> Fermeture des fiches actions « Infrastructures et équipements de recherche » et « Projets innovants des entreprises ».

=> Non-renouvellement de l'appel à projets « projets collaboratifs entre les laboratoires de recherche et les entreprises dans le cadre de la stratégie de spécialisation intelligente du territoire BFC ».

Priorité VI « Promouvoir un développement touristique durable dans le Massif du Jura » -
Objectif spécifique 5.2 –

=>Fermeture de la fiche action « Patrimoine naturel et culturel ».

Les contributions sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Avis reçu	Contenu	Réponse de l'Autorité de gestion
<p>Commission Européenne - DG Regio</p>	<p>Modification du programme : Intégration d'une option de coût simplifié (OCS) et modification de la fiche action associée :</p> <p>« Commentaires transversaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Là où on parle de « consommation énergétique » (description de l'opération et définition des montants) on suggère d'ajouter « primaire », pour que ce soit clair qu'on fait toujours référence aux critères standards prévus par la Cep. • Si possible ce serait intéressant pour nous de savoir pourquoi la région BFC a choisi la CEP (consommation énergétique primaire) ou le gain thermique plutôt que la labellisation en classe énergétique, ce qui est le cas pour la plupart des OCS pour des rénovations énergétiques. <p>Commentaires spécifiques par champ de l'Appendice 1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Champ 6 « Montants par unité de mesure » - Nous comprenons que ce champ ne permet pas d'introduire toutes les informations prévues dans ce cas. Néanmoins, il est important qu'il contienne les informations le plus importantes, comme son contenu est repris dans le tableau de la Partie A et que la décision d'adoption de la modification du programme fait référence à l'appendice 1 pour les montants approuvés. Nous suggérons donc 	<p>Le terme « primaire » sera donc ajouté afin d'asseoir le fait qu'il est bien question de suivre les Consommations Energétiques Primaires (Cep)., conformément au cadre du dispositif Effilogis de la Région Bourgogne-Franche-Comté qui s'attache aux consommations primaires.</p> <p>Au titre d'Effilogis, la Région Bourgogne-Franche-Comté a fait le choix de ne pas imposer de labellisation. Le nouveau label prévoit des seuils et plafonds en termes de Cep mais également de rejet de CO2 ; pour certaines opérations, il peut arriver que techniquement les niveaux de CO2 ne permettent pas de labellisation quand bien même les travaux sont très importants et garantissent une excellente Cep. La fiche-action FEDER impose l'octroi d'une aide Région au titre d'Effilogis pour être éligible à l'aide européenne. Par cohérence, le FEDER entend analyser les demandes des bailleurs sur la base des seuls Cep. Il n'est pas prévu plus d'obligation de labellisation.</p> <p>La modification a été mise en place : insertion des éléments financiers dans le champ, incluant les montants et les conditions techniques. Le renvoi en partie 1 a été privilégié à la partie 10 pour inclure les seuils de consommation de référence par département et altitude.</p>

	<p>d'introduire dans ce champ au moins tous les montants par type d'investissement, avec une référence à une explication plus détaillée qui devrait prendre place, de préférence, au champ 1 – « Description du type d'opération ».</p> <ul style="list-style-type: none"> • Champ 10 « Vérification de la réalisation des unités délivrées » - l'OCS couvre aussi les investissements concernant les outils de suivi et de comptage des consommations, ainsi que les matériaux biosourcés, mais la piste d'audit ne prévoit aucune vérification explicite de ces investissements. Des documents finalisés à prouver la réalisation de ces investissements devraient être inclus dans ce champ (idéalement une attestation d'utilisation de matériaux biosourcés sera peut-être suffisante - suggestion qui reste le cas échéant à discuter/valider au sein des services de la CE). • Champ 11 « Incitations aux effets pervers » - On suggère de considérer le risque que dans les études prévisionnelles la consommation ne soit artificiellement sous-estimée pour avoir un gain thermique plus élevée après les investissements et donc donner le droit à un montant plus grand ». 	<p>La fiche action propose déjà deux pistes : soit l'étude thermique précise le recours aux matériaux biosourcés et la présence des outils de comptage des consommations ; à défaut le porteur devra fournir une attestation du maître d'œuvre à ce propos. Cette obligation a été transposée dans le programme (Point 10. <i>Vérification de la réalisation des unités délivrées</i>)</p> <p>L'autorité de gestion a transposé dans le programme l'obligation que les études thermiques initiale et finale soient réalisées par des bureaux indépendants, pour éviter tout conflit d'intérêt.</p>
CCI Bourgogne-Franche-Comté	<p>Modification des modalités de mise en œuvre du programme : fermeture de dispositifs de soutien : Priorité 1 – Objectif spécifique 1.1</p> <p>« Cette proposition intervient quelques mois après la fermeture de la mesure OS 1.3 relative « aux investissements stratégiques des PME » et dans un moment où la demi-période de programmation FEDER-FSE 2021 - 2027 n'a même pas encore été atteinte.</p> <p>Force est de constater qu'avec cette fermeture, il n'y a plus aucune mesure d'aide directe en subvention au niveau du FEDER en faveur du développement des PME et de leur adaptation aux mutations économiques, climatiques et de compétitivité.</p> <p>Nous comprenons la priorité accordée par la Région dans cette programmation FEDER-FSE 2021 – 2027, aux instruments d'ingénierie financière au travers d'OSER BFC. Toutefois ils ne sauraient remplacer le caractère incitatif et limitateur de risque des subventions, en particulier s'agissant de projets de R&D ambitieux dans les entreprises, pour lesquelles des investissements forts sont nécessaires. Ceci d'autant plus en</p>	<p>Comme indiqué lors de la consultation écrite, 45 dossiers ont déjà été déposés au titre de cet objectif stratégique, pour un montant total d'opérations de 107M€ représentant 86.5M€ de FEDER sollicité pour une maquette de 58M€. Cette fermeture est ainsi proposée afin de ne pas pénaliser les porteurs qui déposeraient sans assurance de voir leur projet soutenu.</p> <p>Il est à noter que comme prévu à l'article 18 du règlement UE 2021/1060 portant dispositions communes, l'autorité de gestion sera amenée d'ici le 31 mars 2025 à procéder à un examen de la performance du programme ; les réflexions seront en partie menées dans le cadre de l'évaluation de mise en œuvre qui se déroulera à partir du mois de juin 2024. Ces travaux auront pour objectifs notamment, une analyse précise du rythme de la programmation et la formulation de</p>

	<p>période de réduction des budgets des collectivités et des aides directes aux entreprises.</p> <p>La CCI BFC souhaite donc en conséquence qu'une réflexion soit menée au niveau du Comité de suivi sur le restant de la programmation, afin d'analyser les mesures encore fortement dotées qui ne donnent peut-être pas tous les résultats escomptés, de prévoir à une échéance proche un remaquetage avec sans doute des critères de sélection ou d'éco-conditionnalité accrus qui permettent de poursuivre les efforts d'investissements dans les entreprises ».</p>	<p>recommandations à destination des mesures en tensions. A l'issue de ces travaux, une proposition de remaquetage, prenant notamment en compte l'affectation définitive des montants de la flexibilité, sera ainsi formulée.</p> <p>Un point pédagogique dédié à l'examen de performance sera présenté lors du comité de suivi du 26 juin.</p>
Union Sociale pour l'Habitat Bourgogne-Franche-Comté	<p>« Dans le cadre de la consultation écrite du comité de suivi FEDER-FSE, FSE+ organisée du 19 avril au 6 mai 2024 concernant le Programme régional FEDER/FSE+ Bourgogne-Franche-Comté et Massif du Jura 2021-2027, l'USH BFC n'a pas d'observation particulière à transmettre.</p> <p>La fiche action « Rénovation énergétique du logement social collectif » apporte une simplification bienvenue. »</p>	
Département du Doubs	« Avis favorable de la cellule FSE du Département du Doubs ».	

Compte tenu de ces contributions et en application du règlement intérieur du comité de suivi, les propositions à l'ordre du jour sont approuvées. Les documents de mise en œuvre ainsi modifiés figurent en annexe du présent compte-rendu.

Fait à *Dijon*

le 06 JUIN 2024

Pour la Présidente
Et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint
Pôle Stratégie

Olivier RITZ

Le Préfet de région
Pour le Préfet de la région
Bourgogne-Franche-Comté
et par délégation
La Secrétaire générale
pour les affaires régionales

Anne COSTE de CHAMPERON